

L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2015)

Etude basée sur les enquêtes électorales *Selects* (Swiss electoral studies)

Prof. Pascal Sciarini

Département de science politique et relations internationales
Université de Genève

Août 2016

*Toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment
au féminin et au masculin*

L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2015)

L'essentiel en bref

Ce rapport est basé sur les résultats de six enquêtes d'opinion réalisées auprès d'un échantillon de 600 à 800 personnes représentatif de la population genevoise possédant le droit de vote, au cours des trois semaines qui ont suivi les élections fédérales de 1995 à 2015. Il examine tour à tour la participation électorale, l'espace politique, le choix électoral et le potentiel électoral, en cherchant dans chaque cas à mettre en évidence l'évolution au cours du temps ainsi que les facteurs explicatifs sous-jacents.

Après une longue phase de déclin, puis de stagnation, de la *participation électorale*, le canton de Genève s'est rapproché de la moyenne suisse en 2003 et 2007. En 2011 et 2015, la participation a néanmoins été à nouveau légèrement inférieure à la moyenne nationale. L'âge, le niveau d'éducation et le revenu, reflets du degré d'intégration sociale et politique, constituent les principaux déterminants socio-démographiques de la participation. En revanche, femmes et hommes ne se différencient pas en matière de participation électorale à Genève, contrairement à la situation prévalant au niveau suisse.

La formidable montée en puissance de l'UDC a profondément transformé le paysage partisan au cours des 20 dernières années. Après un coup d'arrêt en 2011, l'UDC a repris sa progression en 2015, à Genève comme en Suisse. Le MCG a pu conserver le siège au Conseil national acquis en 2011, malgré un recul en voix. L'analyse du *choix électoral* des divers groupes socio-démographiques montre l'influence de l'âge, du niveau d'éducation et de la situation socio-professionnelle. L'évolution au cours du temps met notamment en évidence le recul du vote PS parmi les personnes faiblement éduquées et les ouvriers, et l'augmentation du vote pour ce même parti parmi les professions socio-culturelles, qui soutiennent également fortement les Verts. A l'inverse, l'UDC s'est imposée parmi les ouvriers et les votants avec un niveau d'éducation de base (école obligatoire ou apprentissage), mais est très peu soutenue par les spécialistes socio-culturels. Les Verts se caractérisent par ailleurs par un électorat jeune et à haut niveau de formation, tandis que l'électorat du PLR est fortement soutenu parmi les personnes plus âgées.

L'analyse du *potentiel électoral* – c'est-à-dire de la base électorale sur laquelle un parti peut en principe compter – et de la capacité de ce parti à convertir ce potentiel en vote, fait apparaître des trajectoires différentes d'un parti à l'autre. Cette analyse montre notamment que les succès électoraux de l'UDC, à Genève comme en Suisse, sont avant tout dus à sa forte capacité à exploiter son potentiel, c'est-à-dire à mobiliser ses électeurs potentiels. La concurrence entre deux partis augmente avec leur proximité idéologique. Ainsi, l'UDC et le MCG se partagent en bonne partie le même potentiel électoral, mais le potentiel de l'UDC est quand même plus large. Le PS et les Verts se partagent aussi le même potentiel électoral, et la situation de concurrence entre les deux partis est devenue très symétrique.

L'analyse de l'auto-positionnement sur l'échelle *gauche-droite* et de *l'espace politique*, défini par les principales lignes de conflit et par la position de l'électorat des partis sur ces lignes de conflit, met en évidence le renforcement de la polarisation gauche-droite. La singularité de l'électorat UDC s'exprime avant tout en matière d'ouverture internationale, que cet électorat rejette (de plus en plus) fortement.

Introduction

Ce rapport s'inscrit dans le cadre du projet *Selects* (Swiss electoral studies, cf <http://www.selects.ch>). Depuis 1995, une vaste enquête d'opinion, financée par le Fonds national pour la recherche scientifique (FNS), est conduite après les élections fédérales d'octobre auprès d'un échantillon représentatif de la population suisse. Grâce au soutien financier de la République et canton de Genève (en 1999, 2007, 2011 et 2015), le nombre de personnes interrogées dans le canton de Genève a pu être substantiellement augmenté (de 200 à 800 en 1995, de 200 à 600 dans les quatre enquêtes ultérieures). Ces sur-échantillonnages nous permettent d'étudier séparément le comportement électoral dans le canton de Genève. Genève constitue ainsi, avec Zurich et le Tessin, le seul canton dans lequel des données cantonales sont disponibles pour les six dernières élections fédérales.

En échange du subside accordé en 2015 par la Chancellerie cantonale, l'auteur du présent rapport a offert de livrer une étude sur l'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève, en réutilisant à cette fin les données collectées lors des six enquêtes.¹ Ce rapport met ainsi à jour les deux rapports précédents sur le même thème (Sciarini 2008 et 2012).²

Ce rapport comprend quatre chapitres. Le premier chapitre porte sur la participation électorale, le second sur le choix électoral, le troisième sur le potentiel électoral et le quatrième sur le positionnement politique de l'électorat des différents partis. Chaque chapitre est articulé autour d'une question principale, l'accent étant systématiquement mis sur l'analyse de l'évolution au cours des quinze dernières années:

1. Comment se caractérise l'évolution de la participation électorale et des déterminants de cette participation?
2. Comment se caractérise l'évolution du choix électoral et des déterminants de ce choix?
3. Comment a évolué le potentiel électoral des principaux partis politiques, ainsi que leur capacité à exploiter ce potentiel?
4. Quelles sont les préférences politiques de l'électorat des partis? Comment celui-ci se positionne-t-il dans "l'espace politique", défini par les principales lignes de conflit existant dans la politique suisse, et comment ce positionnement a-t-il évolué au cours du temps?

¹ Pour l'analyse de l'évolution des déterminants de la participation et du comportement électoral au niveau suisse, on pourra se référer aux publications du Centre de compétence suisse en sciences sociales (FORS), basées sur les enquêtes post-électorales conduites au niveau suisse (Lutz 2008, 2012 et 2016). On se référera également à ces publications et à leur annexe pour en savoir plus sur les données et sur l'interprétation des résultats (pondérations, marges d'erreur, etc.). Les données sont accessibles en ligne sur le site de FORS (www.fors.unil.ch).

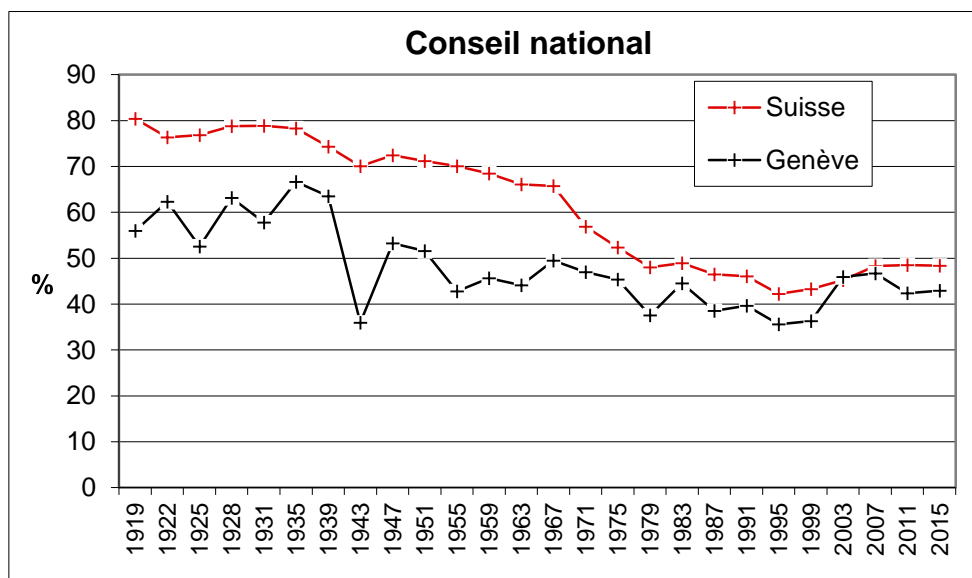
² Une autre étude ciblée sur la participation et de l'abstentionnisme des jeunes complète le présent rapport (Sciarini et al. 2016a). Cette étude prolonge elle-même plusieurs études antérieures sur le thème de l'abstentionnisme électoral à Genève (Wernli 1995; Lachat et Sciarini 2000).

1. La participation électorale

1.1 La participation à Genève lors des élections fédérales

Le taux de participation aux élections fédérales de 2015 dans le canton de Genève s'est élevé à 42.9%, en très légère progression par rapport à 2007 (42.4%).³ Comme le montre le graphique 1, le niveau de participation a traditionnellement été plus bas à Genève que dans le reste de la Suisse. Toutefois, l'écart de participation s'est progressivement réduit au cours des dernières décennies. Stabilisé autour de 10% dans les années 80 et 90, cet écart été comblé en 2003, à la suite de la forte augmentation de la participation (presque 10 points de pourcentage) enregistrée cette année-la dans le canton de Genève. En 2011 et 2015, la participation a à nouveau été inférieure (d'environ 6 points de pourcentage) à Genève, par rapport à la moyenne suisse.

Graphique 1: Evolution du taux de participation aux élections fédérales, 1919-2015



Source : Office fédéral de la statistique

1.2 Les caractéristiques des votants

Le niveau de participation politique est souvent surestimé dans les enquêtes d'opinion. Nos données ne dérogent pas à cette règle: dans les six enquêtes, le taux de participation mesuré dans le sondage est supérieur d'environ 20% au taux de participation réel. Ce biais s'explique

³ Le taux officiel de participation à Genève diffère légèrement entre le site de l'Office fédéral de la statistique (42.9%) et le site de l'Office cantonal de la statistique (43.6%). Cette différence s'explique vraisemblablement par la prise en compte ou non du vote des Suisses de l'étranger.

par deux facteurs. Premièrement, la disponibilité à répondre à une enquête sur les élections est plus grande chez celles et ceux qui s'intéressent à la politique et qui, souvent, participent aux élections. De ce fait, les votants sont surreprésentés dans ces enquêtes. Deuxièmement, participer politiquement est un comportement "socialement désirable", si bien qu'une partie des répondants disent avoir participé aux élections, alors qu'ils se sont en fait abstenus. Pour corriger cette surreprésentation des votants dans notre échantillon, nous avons pondéré nos données dans les analyses relatives à la participation, en attribuant plus de poids aux abstentionnistes et moins aux participants, de manière à ce que la taille de ces deux groupes soit conforme au résultat réel.

Interrogés sur la principale raison qui les a amené à participer aux élections fédérales, les répondants des précédentes enquêtes ont invariablement privilégié la tradition/le devoir/l'habitude (tableau 1). On note sur ce plan un changement assez spectaculaire dans la dernière enquête de 2015: la volonté d'influencer la politique et de "co-décider", de même que la volonté de soutenir une politique ou un programme particulier, sont cités aussi souvent que la tradition/le devoir/l'habitude; les Genevois se rapprochent ainsi des Alémaniques, qui ont traditionnellement privilégié la volonté de co-décider et d'influencer la politique.

Tableau 1: Raison la plus importante de participer (1995-2015, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011	2015
Tradition, devoir, habitude	47	47	35	38	48	25
Co-décision, influence	22	21	29	23	14	25
Intérêt politique	10	11	12	9	10	10
Soutien à un parti/candidat	8	4	4	8	6	12
Soutien à une politique	6	7	9	10	4	26
Autre raison	7	10	11	12	17	2
Total	100	100	100	100	100	100
<i>N</i>	<i>491</i>	<i>337</i>	<i>415</i>	<i>397</i>	<i>253</i>	<i>337</i>

Exemple de lecture: en 1995, 47% des votants ont indiqué avoir participé aux élections par tradition ou devoir civique

De leur côté, les non-votants ont été invités à indiquer les raisons pour lesquelles ils s'étaient abstenus. Contrairement à la question relative aux raisons de participer (tableau 1), les abstentionnistes n'ont pas dû opérer un choix mais ont pu indiquer, pour chaque raison proposée, si celle-ci était valable dans leur cas ou non (tableau 2). Parmi les différentes raisons possibles de ne pas participer aux élections, le manque de connaissance des partis et des candidats est celle qui trouve le plus d'écho. Viennent ensuite l'absence de

partis/candidats convaincants et le caractère trop compliqué des élections, puis le manque d'intérêt pour la politique.

Tableau 2: Raisons de ne pas participer (1995-2015, en %; plusieurs réponses possibles)

	1995	1999	2003	2007	2011	2015
Ne connaît pas suffisamment les partis/candidats	73	64	66	65	61	68
Pas intéressé par la politique	49	44	42	47	33	42
Convaincu par un aucun parti/candidat	44	41	42	40	49	57
Elections sont trop compliquées	43	41	35	39	-	51
Aller voter n'amène aucun avantage	30	34	31	-	-	-
A été empêché (maladie, absence,...)	31	29	32	34	28	30
(N moyen)	393	345	180	175	290	350

Exemple de lecture: en 1995, 73% des non-votants ont indiqué que l'insuffisante connaissance des partis et des candidats a constitué une raison de ne pas participer

Caractéristiques socio-démographiques

Les résultats des six enquêtes confirment que la participation électorale dans le canton de Genève varie selon le statut économique et social des citoyennes et citoyens ou, plus vraisemblablement, selon leur niveau d'intégration sociale. L'âge, le revenu, l'état civil et le niveau de formation apparaissent comme des critères pertinents à cet égard (tableau 3).

Selon le tableau 3, les hommes ont davantage participé aux élections fédérales de 2015 que les femmes (50% contre 41%). Toutefois, les données réelles sur la participation collectées par le Service des votations et élections relativisent fortement cette différence: dans l'ensemble de l'électorat genevois, la participation s'est élevée à 46% parmi les hommes et à 43% parmi les femmes. De ce point de vue, Genève continue donc de se distinguer du reste de la Suisse: selon les résultats des enquêtes nationales *Selects* de 1995 à 2015, le différentiel de participation hommes-femmes demeure marqué en Suisse (près de 10%; voir Lutz 2008, 2012 et 2013), alors que ce n'est plus le cas à Genève.

Selon une étude basée sur les chiffres de participation réelle dans le canton de Genève lors des élections fédérales de 1995 les femmes participent, certes, légèrement moins que les hommes, mais cette moindre participation vaut surtout pour les femmes âgées (Sciarini et al. 2001). Ce dernier résultat s'explique d'une part par l'octroi tardif du droit de vote aux femmes et par le retard de socialisation politique qui en résulte, et d'autre part par la surreprésentation des femmes âgées parmi les états matrimoniaux favorables à l'abstentionnisme (séparation, divorce et, surtout, veuvage). Une étude plus systématique, basée sur tous les scrutins de la période 1996-2007 dans le canton de Genève (élections et votations, au niveau fédéral et

cantonal), montre que le différentiel de participation entre les hommes et les femmes est de l'ordre de 3% seulement et n'évolue pas dans le temps (Tawfik et al. 2012). De même, une autre étude sur la participation "cumulée", c'est-à-dire sur la participation lors de plusieurs scrutins successifs, montre que les femmes ne sont pas plus nombreuses que les hommes parmi les votants occasionnels ou parmi les abstentionnistes chroniques (Sciarini et al. 2016b).⁴

Tableau 3: Participation selon les caractéristiques socio-démographiques (1995-2015, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011	2015
	36	37	46	47	44	44
Sexe						
Hommes	37	40	47	50	43	50
Femmes	34	34	45	44	47	41
Age						
18-24	16	26	33	25	33	22
25-34	18	15	30	38	29	32
35-44	39	32	35	38	34	41
45-54	42	40	44	44	43	42
55-64	51	60	57	57	57	53
65-74	56	53	61	61	60	66
75+	54	50	67	67	75	66
Niveau d'éducation						
Ecole obligatoire	31	33	49	33	39	31
Apprentissage	33	32	51	35	41	43
Formation professionnelle, maturité	37	38	40	50	40	40
Université/HES	44	41	45	65	56	57
Revenu						
Jusqu'à 3000.- par mois	32	31	40	39	44	22
3001.- à 5000.-	34	31	41	50	42	39
5001.- à 9000.-	35	41	51	47	47	54
Plus de 9000.-	46	47	54	55	44	48
<i>N (minimal)</i>	780	584	594	568	571	639

Exemple de lecture: en 1995, 37% des hommes et 34% des femmes ont participé aux élections fédérales

En revanche, les autres caractéristiques qui influencent la participation électorale au niveau suisse exercent le même effet à Genève: la participation électorale augmente avec l'âge⁵ ainsi que, tendanciellement, avec le niveau d'éducation ou le niveau de revenu du ménage. On observe toutefois que la relation entre le niveau de revenu et le taux de participation n'est pas linéaire et pas toujours très forte, voire inexistante en 2011.

⁴ La seule différence entre les hommes et les femmes concerne à nouveau les personnes plus âgées: les femmes âgées sont plus nombreuses que les hommes parmi les abstentionnistes chroniques (et sont moins nombreuses que les hommes parmi les votants fidèles), pour les raisons exposées plus haut.

⁵ Selon l'étude de la participation cumulée précitée (Sciarini et al. 2016), les jeunes sont surreprésentés parmi les abstentionnistes chroniques – et sous-représentés parmi les votants fidèles.

Caractéristiques politiques

La participation diffère encore plus fortement en fonction des caractéristiques politiques (tableau 4). Les personnes qui se positionnent à gauche ou à droite participent davantage que celles qui se situent politiquement au centre, probablement parce que le positionnement au centre reflète, pour une partie de l'électorat, une certaine indifférence à la politique.⁶ De fait, le niveau de participation électorale varie très fortement selon l'intérêt pour la politique: les personnes qui sont très intéressés par la politique ont un niveau de participation électorale extrêmement élevé, alors que celles qui ne s'y intéressent pas participent très peu. De même, la participation électorale va de paire avec la participation aux votations: elle est très élevée parmi les personnes qui participent toujours ou presque toujours aux votations fédérales et elle est très faible parmi les personnes qui ne participent jamais ou presque jamais aux votations.

Tableau 4: Participation selon les caractéristiques politiques (1995-2015, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011	2015
Orientation politique						
Gauche (0-3)	45	45	53	54	63	50
Centre (4-6)	37	35	40	44	36	36
Droite (7-10)	44	41	58	55	47	58
Intérêt pour la politique						
Très intéressé	66	76	79	75	75	79
Plutôt intéressé	49	51	57	65	51	56
Plutôt pas intéressé	21	19	30	20	30	26
Pas du tout intéressé	5	8	13	14	10	8
Participation aux votations						
0 à 3 sur 10	4	7	2	6	5	5
4 à 6 sur 10	21	15	35	31	22	14
7 à 10 sur 10	59	59	69	71	69	65
<i>N (minimal)</i>	<i>780</i>	<i>584</i>	<i>594</i>	<i>568</i>	<i>571</i>	<i>659</i>

Exemple de lecture: parmi les personnes qui se positionnent à gauche, la participation s'est élevée à 45% en 1995

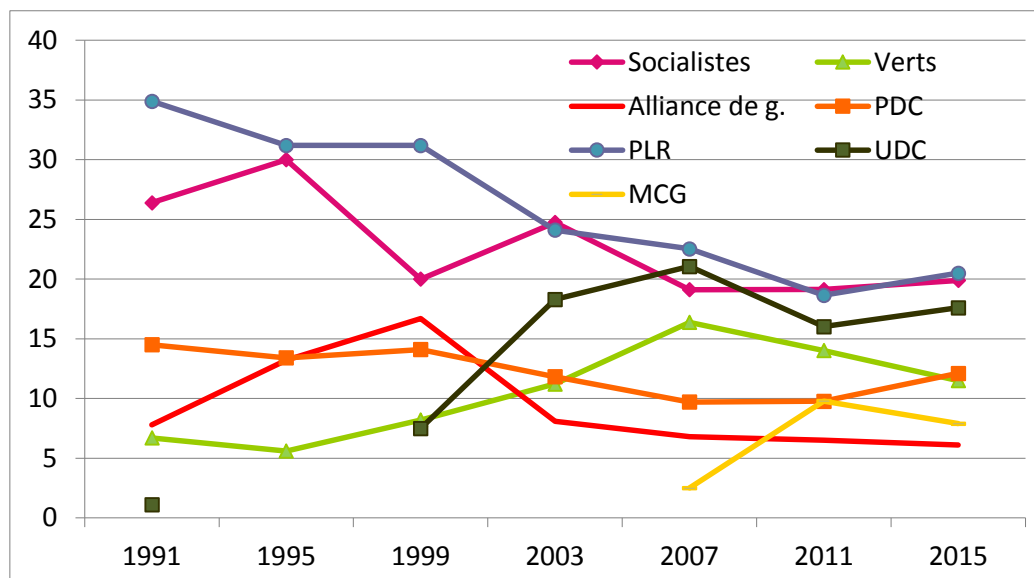
2. Le choix électoral

En Suisse comme à Genève, les élections fédérales de 2015 ont connu deux faits marquants. Premièrement, après avoir subi un coup d'arrêt en 2011, l'UDC a repris sa progression en 2015. L'UDC demeure néanmoins nettement plus faible à Genève qu'au niveau national. Deuxièmement, le PLR a mis fin à une longue série de défaites électorales. Le graphique 2 présente l'évolution de la force électorale des partis entre 1991 et 2015 à Genève – avec la

⁶ A l'inverse de 2011, les citoyens de droite ont davantage participé que ceux de gauche en 2015.

force du Parti radical et du Parti Libéral cumulée pour toute la période. Les Verts libéraux, qui ont réalisé 2.3% des voix en 2015, ne sont pas présentés dans le graphique.

Graphique 2: Force électorale des partis à Genève, Conseil national (1991-2015, en %)



Même s'il n'inclut pas tous les partis, ce graphique souligne la forte fragmentation du système de partis à Genève. Alors qu'au début de années 1990 deux forces politiques (les libéraux-radicaux et les socialistes) dominaient (35% des voix pour les premiers, plus de 25% pour les seconds), en 2015 les voix s'éparpillent entre une dizaine de partis. Après avoir perdu près de la moitié de son électorat entre 1991 et 2011, la droite libérale-radical a pu redresser la barre en 2015 (+1.9%) et conquérir ainsi un troisième siège au Conseil national. Outre le PLR et l'UDC (en progression de 1.6 points de pourcentage par rapport à 2011), un troisième parti a tiré son épingle du jeu, le PDC (+2.3%). Après une forte progression entre 2007 et 2011 (+7%), le MCG a reculé en 2015 (-1.9%), mais a néanmoins pu conserver son siège. En revanche, l'Alliance de gauche a échoué dans sa tentative de reconquête du siège perdu en 2007. Les deux autres partis de gauche ont connu des fortunes diverses: le PS a légèrement progressé (+0.8%), tandis que les Verts ont sensiblement reculé (-2.5% et perte d'un siège), à l'image de leur résultat au niveau national.

Qui vote pour quel parti? Cette question est au cœur de la recherche électorale. Nous examinons d'abord le profil socio-démographique de l'électorat des différents partis, puis les caractéristiques politique de cet électorat. Pour conduire ces analyses, nous avons préalablement pondéré les résultats de l'enquête pour les faire correspondre avec la force

électorale réelle des partis.⁷ Compte tenu de l'effectif limité d'électeurs pour certains partis, les pourcentages sont à considérer avec prudence. Pour cette même raison, nous devons renoncer à présenter les résultats pour le MCG et pour l'Alliance de gauche,⁸ et nous mettons entre parenthèses les résultats qui portent sur des groupes de moins de 30 votants.

Caractéristiques socio-démographiques

Le tableau 5 présente la part des différentes catégories d'électeurs dans l'électorat des principaux partis genevois pour la première enquête de 1995 et la dernière enquête de 2015. Il n'existe pas de différence marquée de choix électoral entre les hommes et les femmes à Genève. En 2015, on constate néanmoins que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes dans l'électorat de gauche (Verts et PS); à l'inverse, les hommes sont proportionnellement plus nombreux que les femmes dans l'électorat de droite (surtout UDC et PDC). Le choix électoral varie quelque peu selon l'âge, en particulier en ce qui concerne les Verts, le PS, le PLR et l'UDC: en 2015, les deux partis de gauche ont fait un très bon score parmi les jeunes votants, et les Verts ont un déficit d'attractivité parmi les votants âgés de plus de 65 ans (c'était déjà le cas en 2011); à l'inverse, le PLR et, dans une moindre mesure, l'UDC, ont moins de succès parmi les jeunes, mais plus au sein de l'électorat âgé.

Tableau 5: Choix électoral selon les caractéristiques socio-démographiques (1995, 2015, en %)

	1995						2015				
	PRD	PDC	PS	PL	Verts	PdT	PLR	PDC	PS	UDC	Verts
Sexe	14	14	32	19	(6)	14	25	15	24	22	14
Hommes	16	18	34	17	(4)	11	27	18	22	25	10
Femmes	13	12	31	20	(7)	17	24	12	28	19	19
Age											
18-34	13	11	26	13	(16)	21	19	12	33	15	21
35-49	8	11	37	19	(6)	19	23	17	24	21	15
50-64	17	16	31	19	(1)	15	24	17	21	22	17
65+	20	22	32	23	(4)	0	32	13	23	25	7
Niveau d'éducation											
Ecole obl. / apprentissage	15	18	40	15	(5)	7	23	17	22	31	8
Formation prof. / maturité	14	13	28	19	(7)	20	29	13	23	24	11
Université/HES	13	12	25	25	(7)	18	24	16	28	12	20
Classe sociale											
Spécialiste socio-culturel	16	9	32	9	(11)	23	10	5	52	13	20

⁷ Pour 2015, cette pondération n'aurait en fait pas été nécessaire, car le score électoral des cinq principaux partis tel que mesuré dans notre enquête est très proche de leur score électoral effectif.

⁸ Le fait de se concentrer sur les cinq plus grands partis a pour conséquence de sur-évaluer légèrement leur force électorale.

Spécialiste technique	19	31	19	12	(0)	19	14	24	24	17	(21)
Manager/Prof. libérale	19	19	27	28	(4)	5	35	15	15	20	7
Artisan, commerçant	17	11	44	28	(0)	0	(42)	(5)	(21)	(16)	(16)
Ouvrier	12	9	39	17	(6)	16	19	9	24	32	16
Revenu du ménage											
Jusqu'à 3000.-	18	16	55	11	(0)	0	(18)	(9)	(55)	(9)	(9)
3000.- à 5000.-	12	14	38	12	(12)	13	18	10	22	29	22
5000.- à 9000.-	12	11	35	8	(7)	27	18	14	26	30	13
Plus de 9000.-	18	20	22	29	(4)	6	31	21	23	10	14
Religion											
Protestant	19	4	36	24	(4)	9	32	10	23	18	18
Catholique	13	29	30	12	(2)	17	23	23	20	22	11
Sans confession	5	3	34	13	(19)	33	23	9	34	19	15
<i>N (minimal)</i>	53	53	118	70	(22)	52	82	56	86	70	51

Exemple de lecture: 16% des hommes ont choisi le parti radical (PRD) en 1995, contre 13% des femmes; les chiffres correspondants (pour le PLR) s'élèvent à 26% et 23% en 2007.

Le choix électoral varie aussi en fonction du niveau d'éducation, surtout pour la gauche et l'UDC. Au sein du PS, on note un changement entre 1995 et 2015: alors qu'en 1995 le vote PS était très répandu parmi les personnes à bas niveau d'éducation, ce n'est plus le cas en 2015 (ni en 2011). En 2015, comme en 2011, le vote pour les Verts augmente avec le niveau d'éducation. Le vote UDC suit une courbe inverse: en 2015, comme en 2011, il diminue très fortement avec le niveau d'éducation (à peine plus de 10% des voix pour l'UDC parmi les titulaires d'un titre universitaire ou HES, mais plus de 30% parmi les personnes qui ont terminé leurs études à l'école obligatoire ou ont fait un apprentissage).

La catégorisation en classe sociale vise à mieux cerner les préférences du vaste ensemble que constitue désormais la classe moyenne, notamment en distinguant la "nouvelle classe moyenne" – spécialistes socio-culturels (enseignants, professions de la santé, de l'éducation et du social) et spécialistes techniques – de "l'ancienne classe moyenne" (artisans, commerçants, agriculteurs). La répartition des votes en fonction de la classe sociale confirme que les spécialistes socio-culturels constituent désormais, à Genève comme en Suisse, le bastion électoral de la gauche, et en particulier du PS (voir aussi Sciarini 2010a, 2010b et 2010c): en 2015, 52% des spécialistes socio-culturels ont voté pour le PS et 20% pour les Verts. A l'inverse, la proportion d'artisans/commerçants et d'ouvriers votant pour le PS a diminué. Le profil socio-démographique de l'électorat UDC est un peu le miroir inversé de celui de la gauche: ce parti reçoit peu de voix des spécialistes socio-culturels, mais beaucoup des ouvriers, auprès desquels il réalise son meilleur score en 2015 (32%, comme en 2011). Le profil socio-professionnel de l'électorat du PLR et du PDC est un plus homogène, avec toutefois une forte implantation du PLR parmi les managers/chefs d'entreprise/professions

libérales ainsi, semble-t-il, que parmi les artisans/commerçants (mais les chiffres sont peu fiables en raison du faible effectif).

Le lien entre revenu et choix électoral ne fait pas apparaître de tendance claire, mais on relèvera quand même en 2015 le score élevé du PLR et du PDC au sein de la classe de revenu supérieure à 9'000.-. La distribution selon la confession confirme l'ancrage encore prononcé du PDC parmi les catholiques (29% d'entre eux ont choisi ce parti en 1995, 25% en 2011 et 23% en 2015), mais par rapport à 2015 le PDC a mieux réussi parmi les protestants et les "sans confession". De son côté, le PLR s'impose parmi les protestants (32% des voix en 2015, 39% des en 2011), tandis que le PS s'impose parmi les personnes sans confession (33%).

3. Potentiel électoral, concrétisation et concurrence entre les partis

Quelle est la base électorale sur laquelle un parti peut théoriquement compter? Et quelle est ensuite la capacité de ce parti à convertir ce potentiel électoral en soutien effectif? Dans les enquêtes Selects, nous demandons aux personnes interrogées d'estimer, sur une échelle de 0 à 10, les chances qu'elles "votent un jour pour le parti X". L'avantage de cette mesure, par rapport à celle relative au choix électoral ("pour quel parti avez-vous voté?"), est qu'elle fournit des informations sur les préférences "relatives" de l'électorat, et pas seulement sur ses préférences "absolues" – le parti pour lequel chaque personne a voté. De ce fait, la mesure de probabilité de vote permet de comparer l'attractivité des différents partis et elle permet aussi d'obtenir des informations sur les petits partis : alors que la question sur le choix électoral souffre du (trop) faible nombre de répondants ayant choisi un petit parti, la mesure de probabilité de vote ne présente pas ce problème puisqu'elle est posée à l'ensemble de l'échantillon.

A partir de la mesure de la probabilité de vote au niveau individuel, il est possible de calculer le potentiel électoral des partis au niveau agrégé,⁹ qui n'est rien d'autre que la probabilité moyenne de voter pour un parti au sein de l'échantion. Sur cette base, il est ensuite possible de calculer le taux de concrétisation, qui mesure la capacité des partis à convertir leur potentiel électoral en votes effects: ce taux correspond au ratio entre la force électorale effective de chaque parti (soit le pourcentage des voix exprimés pour un parti) et leur potentiel électoral. Le tableau 6 présente le potentiel électoral et le taux de concrétisation pour les principaux

⁹ Pour plus de détails relatifs à la mesure de probabilité de vote et au potentiel électoral, ainsi qu'au lien entre probabilité de vote et vote effectif, voir Sciarini (2010a, 2010b et 2010c, en particulier les annexes).

partis genevois. Pour 2011 et 2015, nous présentons également les résultats relatifs au MCG et aux Verts libéraux.

Tableau 6 : *Potentiel électoral et taux de concrétisation (1995, 2003, 2007, 2011, 2015)*

		Potentiel électoral	Force électorale	Taux de concrétisation
PS	1995	54	30	56
	2003	54	24.8	46
	2007	50	19.1	39
	2011	51	19.1	37
	2015	47	19.9	42
PDC	1995	38	13.4	35
	2003	33	11.8	36
	2007	39	9.7	24
	2011	36	9.8	27
	2015	41	12.1	30
PRD	1995	41	13.5	33
	2003	31	7.3	24
	2007	35	7.7	22
PL	1995	42	17.8	42
	2003	36	16.8	46
	2007	39	14.8	38
PLR	2011	38	18.6	49
	2015	46	20.5	45
UDC	2003	25	18.3	73
	2007	26	21.1	81
	2011	22	16	73
	2015	31	17.6	57
Verts	1995	49	5.6	11
	2003	52	11.2	22
	2007	59	16.4	28
	2011	52	14	27
	2015	47	11.5	24
MCG	2011	24	9.8	41
	2015	24	7.9	33
Verts libéraux	2011	40	3.2	8
	2015	34	2.3	7

Exemple de lecture: en 1995, le potentiel électoral des Verts était de 49%; comme leur force électorale effective s'élevait alors à 5.6%, le taux de concrétisation des Verts s'établissait à 11%

Ce tableau met en évidence des trajectoires différentes d'un parti à l'autre, ou d'un groupe de partis à l'autre. S'agissant tout d'abord du *potentiel électoral*, on constate que celui-ci est le plus élevé pour les deux partis de gauche, le PS et les Verts. Les partis du centre droit (PDC et PLR) ont un potentiel moyen et relativement stable jusqu'en 2011, mais en nette augmentation

en 2015. Enfin, l'UDC et le MCG disposent comparativement d'un potentiel électoral nettement plus faible (20 à 30%, en légère augmentation en 2015 en ce qui concerne l'UDC). Ce dernier résultat contraste singulièrement avec la forte progression électorale de l'UDC entre 1995 et 2007, puis entre 2011 et 2015. Comme le montre la dernière colonne du tableau 6 l'UDC, qui se caractérisait déjà par un *taux de concrétisation* extrêmement élevé en 2003, a encore réussi à l'augmenter en 2007. Ainsi, pendant cette période, les gains électoraux de l'UDC n'étaient pas dus à l'augmentation de son potentiel électoral, mais à sa forte capacité de mobilisation, c'est-à-dire à sa capacité à convertir ce potentiel en soutien effectif. Ce constat ne vaut pas seulement pour Genève, mais également pour d'autres cantons et pour la Suisse en général (Lachat et Selb 2005a et 2005b; Sciarini 2010b). On observe néanmoins que le taux de concrétisation de l'UDC a diminué en 2011 et, plus encore, en 2015 – dans ce dernier cas surtout à cause de l'augmentation sensible de son potentiel, que le parti n'a pas pleinement exploité.

Bien qu'en recul, le taux de concrétisation de l'UDC reste supérieur à celui des autres partis. Le PS présentait un taux de concrétisation élevé en 1995, mais ce taux a fortement diminué depuis. Il demeure néanmoins bien supérieur à celui des Verts, qui peinent à tirer parti de leur popularité – en particulier en raison de leur concurrence avec le PS (voir ci-dessous, ainsi que Sciarini 2010b et Bochsler et Sciarini 2014). S'agissant des deux partis de la droite modérée, le PLR continue de mieux exploiter son potentiel que le PDC, même si ce dernier a progressé sur ce plan en 2015. Enfin, les Verts libéraux ont reculé en 2015 à la fois du point de vue de leur potentiel électoral et du point de vue de leur taux de concrétisation, qui reste anémique. Son caractère relativement centriste permet certes à ce parti de conserver un potentiel électoral relativement élevé, mais pour lui – encore plus que pour les Verts traditionnels – la grande difficulté est de parvenir à exploiter ce potentiel, c'est-à-dire à faire sa place dans un système de partis déjà largement encombré.

En 2015, l'UDC se démarque par un potentiel électoral et par taux de concrétisation bien supérieurs à ceux du MCG; par rapport à 2011, le potentiel électoral du MCG stagne et sa capacité à exploiter ce potentiel a diminué. Ce dernier résultat tend à suggérer que le MCG a particulièrement souffert en 2015 de la concurrence avec l'UDC (voir ci-dessous).

Sur la base du potentiel électoral, il est également possible d'estimer le degré de concurrence existant entre les partis (tableau 7). A cette fin, on calcule le taux de chevauchement des potentiels existant entre chaque paire de partis, c'est-à-dire le pourcentage de personnes qui appartient au potentiel d'un parti X et qui appartient simultanément au potentiel d'un autre parti Y; plus ce chevauchement est élevé, plus cela signifie que les deux partis concernés se

disputent le même électorat.¹⁰ Le tableau 7 présente tout d'abord le chevauchement en 1995, puis le chevauchement pour les mêmes partis en 2007, et enfin la situation de 2015 avec le PRL, les Verts libéraux et le MCG.

Tableau 7: Chevauchement des potentiels (concurrence entre les partis) en 1995, 2007 et 2015

<i>1995</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PRD</i>	<i>PL</i>	<i>UDC</i>
Verts		0.78	0.85	0.80	0.78	-
PS	0.86		0.84	0.80	0.77	-
PDC	0.66	0.59		0.79	0.77	-
PRD	0.67	0.61	0.86		0.83	-
PL	0.67	0.60	0.86	0.84		-
UDC	-	-	-	-	-	-

Exemple de lecture: en 1995, 86% des électeurs qui s'imaginaient pouvoir voter Verts s'imaginaient également pouvoir voter PS; 78% des électeurs qui s'imaginaient pouvoir voter PS s'imaginaient également pouvoir voter Verts

<i>2007</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PRD</i>	<i>PL</i>	<i>UDC</i>
Verts		0.86	0.79	0.73	0.74	0.66
PS	0.72		0.65	0.57	0.56	0.44
PDC	0.52	0.52		0.75	0.70	0.60
PRD	0.44	0.40	0.68		0.76	0.63
PL	0.48	0.44	0.70	0.84		0.68
UDC	0.29	0.23	0.40	0.46	0.45	

<i>2015</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PLR</i>	<i>UDC</i>	<i>MCG</i>	<i>Vertslib</i>
Verts		0.82	0.67	0.57	0.51	0.65	0.92
PS	0.82		0.65	0.55	0.44	0.55	0.80
PDC	0.60	0.57		0.73	0.64	0.71	0.77
PLR	0.56	0.54	0.82		0.74	0.76	0.76
UDC	0.34	0.29	0.48	0.50		0.87	0.45
MCG	0.33	0.28	0.40	0.39	0.66		0.45
Vertslib	0.67	0.58	0.64	0.57	0.49	0.65	

Discutons pour commencer les deux premiers tableaux (1995 et 2007). Comme on pouvait s'y attendre, la concurrence entre deux partis augmente avec leur proximité idéologique: deux partis proches l'un de l'autre sur le plan idéologique sont également le plus en concurrence sur le plan électoral, c'est-à-dire qu'ils se partagent le même électorat potentiel, ou presque. Ceci se manifeste très nettement pour les deux partis de gauche: en 2007, 86% du potentiel électoral du PS appartenait aussi au potentiel électoral des Verts et 72% du potentiel électoral des Verts appartenait aussi au potentiel électoral du PS. Ces résultats nous montrent également que la concurrence entre deux partis peut être asymétrique, c'est-à-dire plus favorable à l'un des deux partis. Dans le cas d'espèce, la concurrence était un peu plus

¹⁰ Pour plus de détails sur le taux de chevauchement, voir Sciarini (2010b, annexe 1).

favorable aux Verts en 2007 (la part du potentiel électoral des Verts appartenant simultanément au potentiel électoral du PS était plus faible que la part du potentiel électoral du PS appartenant simultanément au potentiel électoral des Verts). L'évolution temporelle révèle à cet égard un renversement de tendance: en 1995, c'est le PS qui bénéficiait d'une concurrence asymétrique par rapport aux Verts.

La règle selon laquelle la concurrence augmente avec la proximité idéologique se manifeste aussi pour les trois partis de droite (PRD, PL, PDC). Le chevauchement des potentiels entre ces trois partis était en léger recul en 2007 par rapport à 1995, mais elle demeurait néanmoins élevée. De plus, la concurrence semblait plus symétrique qu'au sein de la gauche.

Enfin, le parti le plus singulier du point de vue idéologique (l'UDC) est également celui qui présente globalement la plus faible taux de chevauchement avec les autres partis. Toutefois, on constate qu'en 2007 la part du potentiel électoral UDC qui appartenait également au potentiel des autres partis de droite était relativement élevée (sauf par rapport au PS), plus élevée en tout cas qu'au niveau national ou que dans d'autres cantons (Kriesi et al. 2005). Par contre, l'inverse n'était pas vrai: la part des personnes appartenant au potentiel électoral des autres partis mais s'imaginant aussi pouvoir voter UDC était faible, voire très faible à gauche; cela signifie que les électeurs potentiels socialistes ou verts ne pouvaient pas s'imaginer voter UDC. A Genève, l'UDC souffrait donc de ce point de vue d'une situation de concurrence asymétrique: son électorat potentiel appartenait en bonne partie aussi à celui des autres partis, tandis que l'UDC ne pouvait guère compter sur l'électorat potentiel des autres partis.

Cette situation de concurrence asymétrique se manifestait encore clairement en 2011 (Sciarini 2012: 18), et elle vaut encore en 2015 (tableau du bas). Une part encore plus élevée de l'électorat potentiel UDC appartient simultanément à celui des autres partis (le plus à celui du PLR, le moins à celui du PS), alors que l'inverse n'est pas vrai – sauf une exception: l'électorat potentiel MCG appartient aussi en bonne partie à l'électorat potentiel UDC. D'ailleurs, on constate que le MCG se trouve dans une situation de concurrence très similaire à celle de l'UDC: l'électorat potentiel MCG pourrait aussi voter pour un autre parti, mais l'électorat potentiel des autres partis s'imagine nettement moins voter MCG (sauf celui de l'UDC). De plus, alors qu'en 2011 la concurrence était assez symétrique entre UDC et MCG (Sciarini 2012: 18-19), en 2015 le MCG est dans une position moins favorable que l'UDC: la part des électeurs potentiels MCG qui s'imaginent voter UDC est sensiblement supérieur à la part des électeurs potentiels UDC qui s'imaginent voter MCG.

A gauche, la concurrence entre PS et Verts en matière de potentiel électoral est devenue très symétrique en 2015. Enfin, ce dernier tableau permet d'expliquer – au moins en partie –

l'insuccès des Verts libéraux. Certes, le potentiel électoral de ce parti n'est pas négligeable (voir tableau 6). A y regarder de plus près, il s'avère cependant qu'il partage cet électorat potentiel avec la droite modérée (PDC et PLR) et, plus encore, avec la gauche (PS et, surtout, Verts). De plus, avec tous ces partis, les Verts libéraux sont en situation de concurrence asymétrique: les électeurs potentiels des quatre partis précités ne s'imaginent guère voter pour les Verts libéraux.

4. Préférences politiques des électeurs et positionnement dans l'espace politique

Le positionnement des partis dans l'espace politique constitue un facteur explicatif important du comportement électoral. Souvent, les votants et votants choisissent un parti en fonction du profil idéologique de celui-ci et des valeurs qu'il défend. Dans la recherche électorale, on utilise volontiers l'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite comme mesure de la préférence idéologique des électeurs et électrices. Dans les enquêtes post-électorales, nous demandons aux personnes interrogées de se positionner sur une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie "gauche" et 10 "droite". Bien que souvent contestée, la dimension gauche-droite demeure, en Suisse comme ailleurs en Europe, la dimension qui structure le plus et résume le mieux les conflits existant au sein de l'élite partisane et au sein de la population.

Le tableau 8 présente la position moyenne de l'électorat des principaux partis politiques genevois sur l'échelle gauche-droite en 1995, 2007 et 2015.

Tableau 8: Auto-positionnement gauche-droite de l'électorat des partis politique (1995, 2007)

	1995	2007	2015
PS	3.7	2.5	2.3
Verts	4.4	3	2.8
PDC	6	5.9	6.1
PRD (puis PLR)	6.3	6.7	7.5
UDC	-	7.7	7.7
MCG	-	-	(6.8)

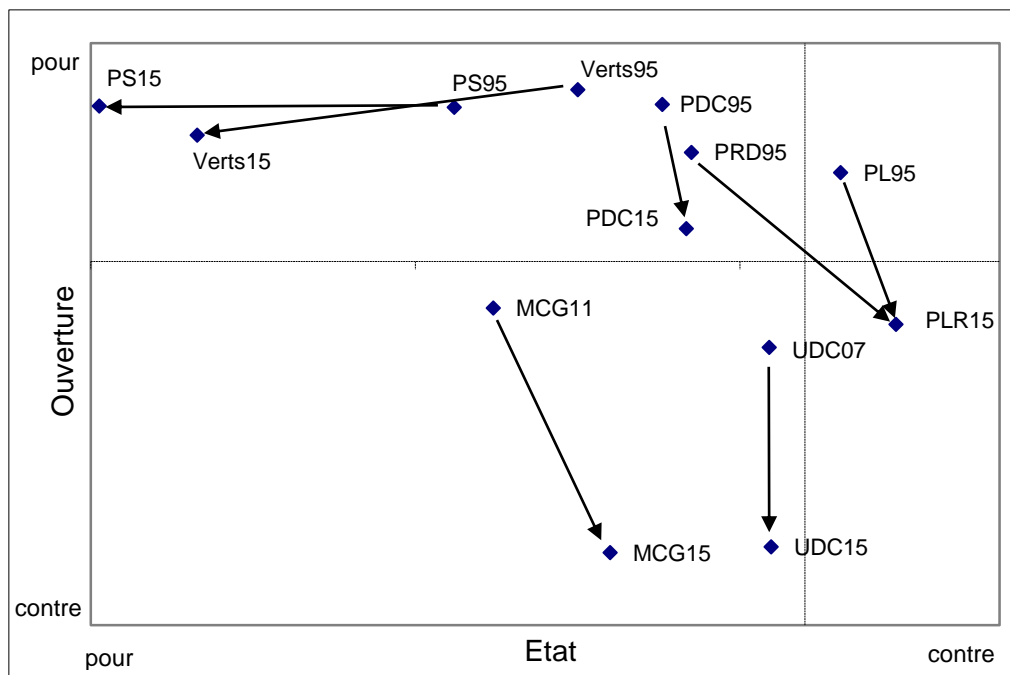
Le tableau 8 met en exergue l'augmentation de la polarisation gauche-droite au cours des vingt dernières années: l'électorat de presque tous les partis – et en particulier des deux partis de gauche – s'est déplacé s'est rapproché d'un pôle entre 1995 et 2007. Au final, l'écart

idéologique entre l'électorat de gauche (PS et Verts), d'un côté, et l'électorat de droite (PLR, UDC), de l'autre, a fortement augmenté. Comme au niveau national, la montée en puissance de l'UDC et le repositionnement corrélatif des autres partis expliquent vraisemblablement cet accroissement de la polarisation. Seul l'électorat PDC garde une position relativement centriste. En 2015 (comme en 2011), l'électorat du MCG se situe au centre-droit, mais est surtout très hétérogène dans son positionnement gauche-droite. De plus, le résultat du MCG est à considérer avec grande prudence, car il est basé sur un très petit nombre d'observations (14 en 2011, 24 en 2015).

En complément de la dimension gauche-droite, nous examinons également le positionnement de l'électorat des partis sur deux lignes de conflits plus concrètes qui sont, selon de nombreuses études, les deux dimensions les plus importantes de la politique suisse: une opposition économique classique relative aux enjeux de nature redistributive, que l'on peut considérer comme une opposition entre les préférence pour "l'Etat" ou "le marché"; une opposition de type culturel relative à l'ouverture, respectivement à la fermeture, souhaitable de la Suisse vis-à-vis du monde extérieur et des Etrangers.

Dans les enquêtes Selects, nous posons des questions relatives à la "Suisse souhaitée", en demandant aux personnes interrogées d'indiquer leur préférence sur une échelle allant de 0 à 6. Pour mesure les attitudes politique relatives aux enjeux économiques, nous nous servons de deux questions, l'une portant sur la fiscalité ("dans quelle mesure êtes-vous d'accord d'augmenter la taxation des hauts revenus?"), l'autre sur les dépenses de l'Etat ("dans quelle mesure êtes-vous favorable à une réduction/une augmentation des dépenses sociales?"). Pour mesurer les attitudes sur la dimension d'ouverture internationale, nous utilisons également deux questions, l'un relative à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne ("dans quelle mesure êtes-vous favorable à l'adhésion"), l'autre relative aux Etrangers (dans quelle mesure êtes vous favorable à une Suisse qui accorde des chances égales aux Suisses et aux Etrangers?). Le graphique 4 présente la position moyenne de l'électorat de chacun des partis sur ces deux dimensions (Etat-marché sur la dimension horizontale et ouverture sur la dimension verticale) en 1995 et 2015 (2007 et 2015 pour l'UDC, 2011 et 2015 pour le MCG).

Graphique 4: Position moyenne de l'électorat des partis sur la dimension Etat-marché et sur la dimension ouverture-fermeture (1995, 2011)



Notons pour commencer que la mesure de l'opposition Etat-marché souffre d'un biais dans l'enquête *Selects*. Selon les réponses à l'enquête, les électeurs de presque tous partis sont plutôt favorables à l'augmentation des dépenses sociales et à l'augmentation de la taxation des hauts revenus. Or, lorsqu'elle est interrogée sur ces questions en votations populaires, la population suisse (ou genevoise) est beaucoup plus hostile. Ceci étant dit, on constate néanmoins que les partis se différencient les uns des autres sur cette dimension, sur un continuum qui va du PS (dont l'électorat est le plus favorable à "l'Etat") au PLR (dont l'électorat est le plus favorable au "marché"). Comme c'était le cas précédemment pour la dimension gauche-droite (tableau 8), on observe une forte polarisation au cours du temps sur la ligne de conflit économique entre 1995 et 2015, entre l'électorat socialiste et vert, devenu nettement plus favorable aux politiques redistributives, et l'électorat libéral-radical, devenu nettement moins favorable à des telles politiques.

Les différences dans le temps sont également très marquées sur la deuxième dimension: l'électorat de tous les partis de droite s'est déplacé vers le pôle fermeture, soit vers le rejet de l'adhésion à l'UE et volonté d'accorder la priorité aux Suisse par rapport aux Etrangers. Cela vaut en particulier pour l'électorat UDC (comparaison 2007-2015), ainsi que pour l'électorat MCG (comparaison 2011-2015). C'est essentiellement sur cette deuxième dimension relative à l'ouverture de la Suisse au monde et aux autres, que l'électorat de UDC et du MCG occupe une position singulière. En 2015 (comme en 2007), l'électorat UDC ne se distingue guère de

celui des autres partis de droite sur la dimension économique (sa position moyenne est même plus favorable à l'Etat que celle de l'électorat du PLR). Enfin, même si ce résultat est à nouveau à considérer avec prudence au vu du faible nombre d'observations, on notera que l'électorat MCG résolument pour des politiques redistributives (il est même plus à gauche que l'électorat PDC sur la première dimension).

Conclusion

Pour une part, le comportement électoral à Genève s'inscrit en droite ligne de celui prévalant plus généralement dans le reste de la Suisse, en particulier en ce qui concerne la montée en puissance de l'UDC au cours des vingt dernières années. Pour une autre part, Genève constitue néanmoins un cas à part: c'est, avec le Tessin, le seul canton dans lequel deux partis populistes et nationalistes coexistent – et engrangent chacun du succès, même si le succès de l'un se fait en partie au détriment de celui de l'autre.

Les résultats présentés dans ce rapport mettent en évidence quatre principaux changements. Premièrement, l'analyse du comportement de vote des divers groupes socio-démographiques met en exergue des mouvements de "déalignement" et de "réalignement" entre catégories de votants et partis: entre 1995 et 2015, et en dépit de son positionnement plus à gauche que le parti national, le PS genevois a reculé parmi les personnes à faible niveau de formation et parmi les ouvriers; dans le même temps, il a encore renforcé son assise parmi les professions socio-culturelles – qui soutiennent également fortement les Verts. Par effet de miroir, l'UDC s'est imposée parmi les ouvriers et les votants avec un niveau d'éducation de base, mais est très peu soutenu par les spécialistes socio-culturels. Les Verts se caractérisent pour leur part par un électorat jeune et à haut niveau de formation, tandis que l'électorat de l'UDC et PLR est relativement âgé. Enfin, le PDC continue d'être fortement soutenu par les catholiques et le PLR plutôt par les protestants et les personnes occupant une position socio-professionnelle élevée (managers/chefs d'entreprise/ professions libérales).

Deuxièmement, l'analyse du potentiel électoral et de la capacité des partis à exploiter ce potentiel fait apparaître des trajectoires très différentes d'un parti à l'autre. Cette analyse montre notamment que les succès électoraux de l'UDC, à Genève comme en Suisse, sont avant tout dus à sa capacité à convertir son potentiel électoral en soutien effectif. Si son taux de concrétisation a diminué en 2015, il demeure néanmoins supérieur à celui des autres partis. Cependant, l'électorat potentiel de l'UDC s'imagine aussi voter pour d'autres partis, alors que l'électorat potentiel des autres partis s'imagine difficilement voter UDC. Il en va de même

pour le MCG. En outre, la concurrence entre deux partis augmente avec leur proximité idéologique. Ainsi, l'UDC et le MCG se partagent en bonne partie le même potentiel électoral, mais celui de l'UDC est quand même plus large. Le PS et les Verts se partagent aussi le même potentiel électoral, et la situation de concurrence entre les deux est devenue très symétrique.

Troisièmement, les progrès électoraux successifs de l'UDC ont renforcé la polarisation gauche-droite, qui était pourtant déjà très prononcée à Genève. L'ouverture internationale est fortement rejetée par l'électorat UDC, qui ne se distingue par contre guère de celui des autres partis de droite sur les questions de fiscalité et d'intervention de l'Etat. Ainsi, à Genève comme en Suisse, l'UDC doit vraisemblablement son ascension électorale avant tout à son profil national-conservateur et à ses positions musclées sur les questions d'ouverture internationale et de politique d'asile et d'immigration. En 2015, l'électorat MCG semble partager les vues de l'électorat UDC sur la dimension ouverture-fermeture, mais reste plus à gauche sur la dimension économique et sociale.

Deuxièmement, alors que le taux de participation aux élections fédérales dans le canton de Genève avait rejoint la moyenne suisse en 2003 et 2007, ce taux est resté sensiblement inférieur à la moyenne suisse lors des élections de 2011 et 2015. Les facteurs explicatifs habituels de la participation continuent de jouer un rôle: parmi les facteurs socio-démographiques, on observe une influence de l'âge, du niveau d'éducation et du revenu, à considérer ici comme des indicateurs du degré d'intégration sociale et politique; parmi les facteurs politiques, on note le fort impact de l'intérêt pour la politique. En matière de participation électorale, Genève se distingue du reste de la Suisse par la quasi absence de différence entre hommes et femmes.

Bibliographie

Bochsler, Daniel and Pascal Sciarini (2010) "So Close But So Far. Voting Propensity and Party Choice for Left-Wing Parties." *Swiss Political Science Review* 16(3): 373-402.

Kriesi, Hanspeter et al. (ed.), (2005), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich* (Zürich: NZZ Verlag).

Lachat, Romain et Pascal Sciarini (2000) "L'abstentionnisme électoral dans le canton de Genève. Etude réalisée à l'occasion des élections fédérales de 1999." Genève: Département de science politique.

Lachat, Romain and Peter Selb (2005). "Schweiz." In Kriesi, Hanspeter et al. (ed.) *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ Verlag, 41-58.

Lachat, Romain and Peter Selb (2005). "Kantonaler Vergleich." In Kriesi, Hanspeter et al. (ed.) *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ Verlag, 237-255.

Lachat, Romain et Pascal Sciarini (2000). "L'abstentionnisme électoral dans le canton de Genève. Etude réalisée à l'occasion des élections fédérales de 1999. Genève, Département de science politique".

Lutz, Georg (2008). *Elections fédérales 2007: Participation et choix électoral*. Lausanne: FORS (Swiss foundation for research in social sciences).

Lutz, Georg (2012). *Elections fédérales 2011: Participation et choix électoral*. Lausanne: FORS (Swiss foundation for research in social sciences).

Lutz, Georg (2016). *Elections fédérales 2015: Participation et choix électoral*. Lausanne: FORS (Swiss foundation for research in social sciences).

Sciarini, Pascal (2008) "L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2007). Etude basée sur les enquêtes électorales *Selects* (Swiss electoral studies). Genève: Département de science politique.

Sciarini, Pascal (2010). "La concurrence au sein de la gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 131-177.

Sciarini, Pascal, Ballmer-Cao, Thanh-Huyen et Romain Lachat (2001). "Genre, âge et participation politique: les élections fédérales de 1995 dans le canton de Genève." *Revue suisse de science politique* 7(3): 83-98.

Sciarini, Pascal (2010a). "Le potentiel électoral des partis de gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 87-129.

Sciarini, Pascal (2010b). "La concurrence au sein de la gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 131-177.

Sciarini, Pascal (2010c). "Le potentiel électoral de la gauche dans les cantons." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 179-217.

Sciarini, Pascal (2012) "L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2011). Etude basée sur les enquêtes électorales *Selects* (Swiss electoral studies)." Genève: Département de science politique et relations internationales.

Sciarini, Pascal, Feddersen, Alexandra et Simon Lanz (2016a). "Participation politique et abstentionnisme des jeunes dans le canton de Genève. Etude réalisée à l'occasion des élections fédérales de 2015." Genève: Département de science politique et relations internationales.

Sciarini, Pascal, Cappelletti, Fabio, Goldberg, Andreas C., and Simon Lanz (2016b). "The underexplored species: Selective participation in direct democratic votes." *Swiss Political Science Review* 22(1): 75-94.

Tawfik, Amal, Sciarini, Pascal and Eugène Horber (2012) "Putting voter turnout in a longitudinal and contextual perspective: An analysis of actual participation data." *International Political Science Review* 33(2): 250-269.

Wernli, Boris (1995). "L'abstentionnisme à Genève lors des élections fédérales. Un premier rapport sur les causes de l'abstention électorale, destiné aux membres de la Commission des droits politiques du Grand Conseil". Genève, Département de science politique.